

Maghreb/Moyen Orient - Bahreïn

Justice aux ordres

## Nabeel Rajab condamné à trois ans d'emprisonnement

16 août 2012

[Lire en arabe \(بالعربية\)](#)

Le 16 août 2012, après plusieurs reports d'audience, [Nabeel Rajab](#), militant des droits de l'homme et président du [Bahrein Center for Human Rights](#), a été condamné à trois ans de prison ferme pour "participation à trois manifestations non autorisées". Son avocat, [Mohamed Al-Jishi](#), a annoncé qu'il allait faire appel de cette décision.

المحكمة الآن تقضي بحبس نبييل رجب لمدة ثلاث سنوات في ثلاث قضايا بتهمة المشاركة في مسيرات غير مرخصة #BAHRAIN

Par ailleurs, l'examen en appel de la décision de justice du 9 juillet 2012, qui avait condamné Nabeel Rajab à trois mois de prison pour "diffamation envers les citoyens de la ville de Muharraq" sur [Twitter](#) (voir ci-dessous), a été reporté au 23 août 2012.

Reporters sans frontières condamne fermement la peine prononcée à l'encontre de Nabeel Rajab par la justice bahreïnienne, et exige sa libération immédiate ainsi que l'abandon des charges qui pèsent contre lui. "Les multiples reports d'audience mettent sérieusement en doute le sérieux de la justice bahreïnienne dans le traitement de cette affaire et l'engagement des autorités en faveur de réformes démocratiques. Nous nous joignons à nouveau à la famille de Nabeel Rajab et aux nombreuses voix qui s'élèvent pour dénoncer la répression des voix dissidentes dans le pays. La pression sur le Royaume ne doit pas se relâcher", a ajouté l'organisation.

Le 15 août 2012, le défenseur des droits de l'homme [Said Yousif Almuhafda](#), connu pour son soutien à Nabeel Rajab, [a été frappé et retenu](#) durant trois heures au poste de police, sans avocat ni mandat d'arrêt. Des bannières soutenant le combat du blogueur lui ont été confisquées.

La veille, dans une [lettre ouverte](#), l'épouse de Nabeel Rajab, Sumaya Rajab, et leurs deux enfants Adam et Malak Rajab, avaient imploré la communauté internationale, les Nations unies et les organisations de défense des droits de l'homme d'intervenir auprès des autorités bahreïniennes pour faire libérer Nabeel Rajab. Les signataires demandaient à ce que cessent les abus commis contre le blogueur et sa famille, et qu'il puisse reprendre ses activités en faveur des droits humains, comme le prévoient les conventions internationales.

Après l'annonce de la sentence, [Sumaya Rajab](#) a déclaré sur Twitter : "Le régime utilise la justice pour se venger des activistes et des opposants. Le verdict rendu contre Nabeel prouve que la justice n'est pas indépendante et qu'elle ne fait qu'appliquer les ordres du régime".

النظام يستخدم القضاء للانتقام من النشطاء والمعارضين والحكم الذي صدر على نبييل يبين مدى عدم استقلالية النظام #Bahrain

---

02.08.2012 - Acharnement contre le défenseur des droits de l'homme Nabeel Rajab

[Lire en arabe \(بالعربية\)](#)

Le militant des droits de l'homme et président du Bahreïn Center for Human Rights, Nabeel Rajab, comparaitra le 5 août prochain, en appel de la décision de justice du 9 juillet 2012 qui l'a

condamné à trois mois de prison pour des tweets jugés diffamants. La cour a également décidé d'examiner, lors de la même audience, une autre affaire dans laquelle il est accusé d'"appel et de participation à des manifestations illégales", alors que sa comparution dans cette affaire était initialement prévue pour le 26 septembre.

À quelques jours du verdict, Reporters sans frontières dénonce l'acharnement des autorités contre Nabeel Rajab et s'inquiète de la situation des défenseurs des droits de l'homme au Bahreïn : "Nous demandons à la justice bahreïnie d'abandonner les charges qui pèsent contre Nabeel Rajab et exigeons sa libération immédiate". L'organisation dénonce la répression des voix dissidentes dans le pays, et appelle la communauté internationale à faire pression sur le Royaume.

Nabeel Rajab avait été condamné pour "diffamation envers les citoyens de la ville de Muharraq" après avoir déclaré, [sur Twitter](#), que le Premier ministre du Bahreïn avait été bien accueilli par les résidents de cette ville uniquement parce qu'ils avaient été payés. Toujours sur Twitter, le militant avait appelé le Premier ministre du Bahreïn à démissionner.

---

10.07.2012 - Nabeel Rajab à nouveau emprisonné, un scandale

[Lire en arabe \(بالعربية\)](#)

Reporters sans frontières dénonce vivement la nouvelle condamnation et l'incarcération du militant des droits de l'homme **Nabeel Rajab**. Le président du Bahrain Center for Human Rights (**BCHR**) a été condamné à trois mois de prison pour avoir tenu des propos prétendument "diffamatoires" sur Twitter le 2 juin 2012.

"L'acharnement dont les autorités font preuve envers Nabeel Rajab, dont le seul tort est de s'exprimer librement, est un affront de plus à tous les défenseurs des droits de l'homme. La communauté internationale doit multiplier les pressions sur le Royaume, qui continue à réprimer les voix dissidentes en toute impunité" a déploré Reporters sans frontières. Et d'ajouter : "Nous encourageons la justice bahreïnie à concentrer son énergie sur les cas de tortures et de graves violations des droits de l'homme qui se sont produits ces derniers mois, et à demander des comptes à leurs auteurs."

Le 9 juillet 2012, la 5e chambre du tribunal correctionnel a condamné Nabeel Rajab pour "diffamation envers les citoyens de la ville de Muharraq" à la suite d'un tweet dans lequel il appelait le Premier Ministre du Bahreïn à démissionner et déclarait que les résidents de Muharraq ne l'avaient bien accueilli lors d'une visite que parce qu'il les avait payés. Quelques heures plus tard, des policiers cagoulés ont pénétré dans son domicile, après l'avoir encerclé, et l'ont emmené de force. (Voir la vidéo : [youtu.be/nENlacyy3Sw](http://youtu.be/nENlacyy3Sw)).

Nabeel Rajab avait déjà été détenu trois semaines durant l'[instruction](#) en juin dernier. La décision de le placer en détention provisoire avait, selon la [déclaration officielle](#) du parquet, été prise à la suite d'une plainte déposée par des habitants de Muharraq accusant Nabeel Rajab de "vilipender publiquement les citoyens de Muharraq et de mettre en doute leur patriotisme avec des expressions honteuses postées sur les sites réseaux sociaux".

Ce verdict est particulièrement sévère. D'après le [BCHR](#), l'avocat de Nabeel Rajab, Me Mohammed al-Jishi, a déclaré que la peine la plus dure dans les cas de diffamation est généralement une amende. Ce dernier avance également que le temps passé en détention provisoire sera déduit de sa peine selon des [propos recueillis](#) par l'agence de presse *Reuters*. L'avocat a fait appel. L'audience est prévue pour le 18 juillet devant la Haute cour d'appel.

Fin juin 2012, le verdict final concernant un [commentaire qu'il avait posté sur Twitter](#), qualifié d'"insulte à des représentants de l'ordre" a été rendu. Il a été condamné à payer une amende de 300 dinars (environ 650 euros), et l'interdiction de voyager a été levée. Pourtant, alors qu'il devait se rendre cette semaine dans plusieurs pays, dont la France, pour des rencontres, il n'a pas pu sortir du territoire le 6 juillet dernier.

Nabeel Rajab est également toujours poursuivi dans deux affaires liées à des participations à des manifestations illégales.



**Nabeel Rajab**  
@NABEELRAJAB

Abonnements



خليفة- اترك عنك زرائيق المحرق وشيوخها وعجائزها-  
الجميع يعلم انه لا شعبية لكل ولولا الحاجة للربية لما خرجوا لك  
مستقبلين- متى ستتتحي؟ #Bahrain

← Répondre ↻ Retweeter ★ Favori

1 490  
RETWEETS

264  
FAVORIS



7:33 AM - 2 Juin, 12 via web · Insérer ce Tweet

<https://twitter.com/NABEELRAJAB/status/208853736494350336>

En visitant notre site Internet, vous pourrez télécharger ces documents :

- , (PDF - 310.7 ko)
- Acharnement contre le défenseur des droits de l'homme Nabeel Rajab - Version arabe, (PDF - 50.1 ko)
- , (PDF - 160.7 ko)